

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 19/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE YELMINI ARTAUD

Plo dal Tablie
11160 CAUNES MINERVOIS

Références : UID11/66-C3-2022-286

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/05/2022 dans l'établissement SOCIETE YELMINI ARTAUD implanté Plo dal Tablie 11160 CAUNES MINERVOIS. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE YELMINI ARTAUD
- Plo dal Tablie 11160 CAUNES MINERVOIS
- Code AIOT dans GUN : 0006604518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cette carrière de marbre rouge est implantée sur le territoire de la commune de Caunes Minervois. La carrière est prolongée pour une durée de 3 ans à compter du 1er mars 2026 et pour une production maximale annuelle de 6 000 tonnes.

La carrière dispose de deux fronts, un de 5 m et un de 14 m (datant des autorisations précédentes). Il ne reste que quelques blocs de marbre sur le site, presque la totalité du gisement extrait a été commercialisé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
RÉPERE DE NIVELLEMENT ET DE BORNAGE	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 1.9.1.3.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
CONSISTANCES DES INSTALLATIONS CLASSEES	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 1.4	/	Sans objet
CONDITIONS PREALABLES	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 1.9	/	Sans objet
SIGNALISATION, ACCÈS, ZONES DANGEREUSES	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 1.9.1.2	/	Sans objet
VOIES ET AIRES DE CIRCULATION	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 2.1.2	/	Sans objet
CONTENU MINIMAL DE LA DOCUMENTATION	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 2.2.2	/	Sans objet
RAPPORT ANNUEL	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 2.3	/	Sans objet
AMENAGEMENT DES POINTS DE REJETS	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 3.2	/	Sans objet
ENTRETIEN ET STATIONNEMENT DES ENGINS	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 3.5	/	Sans objet
GESTION GENERALE DES DECHETS	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 5.1	/	Sans objet
LIMITATION DES IMPACTS PAYSAGERS PENDANT L'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 8.2.1	/	Sans objet
STOCKAGE DE MATÉRIAUX DIVERS	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 8.2.1.1.	/	Sans objet
TECHNIQUE DE DÉCAPAGE	Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 8.2.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformité majeure.

Quelques constats effectués lors de l'inspection sont susceptibles de suites, et nécessitent des précisions ou compléments préalables de la part de l'exploitant. Il devra notamment vérifier l'emplacement des bornes et installer un morceau de bloc à proximité de chaque d'elles par exemple. Il fournira aussi à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation mis à jour.

Un projet de havage est prévu pour la campagne d'automne 2022. L'inspection des installations classées rappelle l'interdiction de havage et indique à l'exploitant de se rapprocher des services de la préfecture afin d'obtenir une autorisation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : CONSISTANCES DES INSTALLATIONS CLASSEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 1.4
Thème(s) : Situation administrative, risques chroniques
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R.512-32 du Code de l'Environnement — Partie Réglementaire — Livre V. Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : Tonnages moyens annuels à extraire ou à traiter : 3 500 t Tonnages maximums annuels à extraire ou à traiter : 6 000 t Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 24 820 m ² Dont superficie de la zone à exploiter : 14 242 m ² Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : . marbres calcaires Modalités d'extraction telles que : rouillage — sciage au fil didamanté Epaisseur d'extraction maximale : 5 m Il n'y aura pas de stockage d'hydrocarbures sur le site. Le plein de réservoirs sera réalisé une fois par semaine par une entreprise extérieure. Les matériaux de découverte sont stockés sous forme de merlon et ne devront pas déborder de l'emprise de l'autorisation, le périmètre d'exploitation sera entièrement clôturé
Constats : L'exploitant indique avoir terminé sa campagne du printemps qui a eu lieu du 10 mars à fin avril. 43 blocs ont été produits, soit un volume d'environ 100 m ³ . Cela représente approximativement 300 tonnes. La prochaine campagne aura lieu à l'automne, à partir d'octobre. Les fronts font maximum 5 m de haut. Il n'y a pas de stockage d'hydrocarbures sur le site. Le plein est réalisé par une entreprise extérieure. La carrière est clôturée par 2 fils métalliques. Des panneaux « chantier interdit au public » sont installés régulièrement autour du périmètre.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : CONDITIONS PREALABLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 1.9
Thème(s) : Situation administrative, Niveau d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation s'effectuera hors d'eau, à l'aide d'engins mécaniques de chargement et de transport, les blocs de marbre seront découpés au fil diamanté et par rouillage. Le havage est interdit. L'exploitation aura lieu en trois gradins de hauteur maximale de 5 mètres chacun, séparé par une banquette de 5 mètres de large, avec comme niveau inférieur d'extraction la côte 260 m NGF. La production annuelle moyenne sera de 3500 tonnes soit environ 300 m ³ environ de blocs marchands. A la fin de chaque campagne annuelle, la carrière devra être mise à jour de ses obligations relatives au réaménagement et mise en sécurité.
Constats : L'exploitant informe l'inspection des installations classées que les blocs de marbre sont découpés au fil diamanté. Il n'y a pas de havage réalisé sur site. Cependant l'exploitant précise qu'un projet de havage est prévu pour la campagne d'automne 2022. L'inspection des installations classées rappelle l'interdiction de havage et indique à l'exploitant de se rapprocher des services de la préfecture afin d'obtenir une autorisation. Il n'y a qu'un seul gradin sur la carrière. L'exploitant explique que la production de blocs de marbre ne se fait pas en gradins et qu'il n'y aura pas de banquettes.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : SIGNALISATION, ACCÈS, ZONES DANGEREUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 1.9.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux temporaires indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'emprunt, l'aménagement et l'entretien des chemins départementaux et vicinaux utilisés par les véhicules chargés d'évacuer les produits extraits se feront en accord avec les instances administratives départementales et locales intéressées, et à la fin de chaque campagne d'exploitation. Le ou les accès à la voie publique sont aménagés conformément aux dispositions prévues dans le dossier d'autorisation et à l'accord défini avec les services techniques municipaux de la commune de CAUNES MINERVOIS de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit au moyen d'une clôture de hauteur suffisante efficace. Le danger est signalé par des pancartes temporaires placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées
Constats : L'accès à la carrière a été réaménagé par l'exploitant. L'inspection des installations classées constate que le chemin empierré est en bon état et bien entretenu. Une chaîne empêche l'accès à la carrière en dehors des heures ouvrées. Des panneaux sont visibles à l'entrée de la carrière, sur le chemin d'accès et à proximité des zones clôturées. Un panneau installé sur un bloc de marbre, placé à l'entrée de la carrière, rappelle la référence d'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que l'identité de l'exploitant.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RÉPERE DE NIVELLEMENT ET DE BORNAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 1.9.1.3.
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1) Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, ces bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité. 2) Des bornes de nivellement.
Constats : L'inspection des installations classées n'a pas pu trouver les bornes déterminant le périmètre de l'autorisation. L'exploitant indique qu'un géomètre repassera lors de la 2ème campagne à l'automne 2022 et ce dernier identifiera les bornes. L'exploitant placera des morceaux de blocs au niveau de chaque borne afin de pouvoir les identifier et les retrouver.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VOIES ET AIRES DE CIRCULATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès SDIS
Prescription contrôlée : Les dépôts doivent être facilement accessibles par les services d'incendie et de secours. L'exploitant prendra toutes dispositions pour qu'aucun chemin de randonnée ne traverse l'exploitation. L'entretien des chemins communaux régulièrement utilisés par les transports de produits doivent se faire en accord avec les instances administratives locales concernées. Les voies de circulation les pistes et les voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constat état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation.
Constats : La carrière est accessible par un chemin d'accès empierré, utilisable en voiture personnelle et en camion. Il n'y a aucun chemin de randonnée qui traverse l'exploitation. Les chemins communaux sont entretenus par l'entreprise qui vient broyer les morceaux de blocs inutilisables en tant que tel. La voie d'accès est en état de propreté et dégagée de tout objet.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : CONTENU MINIMAL DE LA DOCUMENTATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Documentation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La documentation comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">les informations sur les produits mis en œuvre,les diagrammes organisationnels sur le plan des responsabilités dans le domaine de la sécurité-environnement ;les différents textes applicables aux installations, et notamment l'étude d'impact une copie de l'arrêté d'autorisation en vigueur pris au titre des installations classées et des arrêtés complémentaires le cas échéant :les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés :<ul style="list-style-type: none">-les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;-les bords de la fouille ;-les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;-les zones remises en état ;-la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan mis à jour au moins une fois par an comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">les plans d'exploitation et de circulationles résultats des dernières mesures sur le bruit, les vibrations et sur les effluents atmosphériques, les rapports des visites et audits.les rapports d'expertise prévus par le présent arrêté et autres rapports d'examen des installations électriques,les justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux (à conserver 3 ans) :les consignes prévues dans le présent arrêtéla trace des formations et informations données au personnel ;les registres et documents prévus par le présent arrêté : <p>tout document constituant des preuves tangibles du respect des obligations réglementaires.</p> <p>L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'arrêté d'autorisation en vigueur n'est pas disponible sur site. L'exploitant s'engage à laisser une copie dans un conteneur sur la carrière.</p> <p>Un plan d'exploitation est affiché dans le conteneur mais ce plan date de 2019. L'exploitant s'engage à mettre ce plan à jour avec la dernière extraction du printemps 2022. Un géomètre passera à l'automne 2022 et l'exploitant enverra en suivant le plan à jour à l'inspection des installations classées. En attendant, l'exploitant s'engage à envoyer une copie du dernier plan réalisé à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais.</p> <p>Il faudra que ce plan contienne entre autre : les limites du périmètre, les abords dans un rayon de 50 m, les bords de fouille, les courbes de niveau ou cotes d'altitude, les zones remis en état. Il faudra aussi fournir le plan de circulation des véhicules sur la carrière.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RAPPORT ANNUEL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 2.3
Thème(s) : Situation administrative, Avancement
Prescription contrôlée : Un rapport de synthèse est établi chaque année. Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître : les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions : les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis : les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies. la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ; le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation. Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de la police des eaux, au plus tard le 1 ^{er} février, pour les données de l'année précédente.
Constats : Prescription non adaptée
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AMENAGEMENT DES POINTS DE REJETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau de sciage
Prescription contrôlée : Il n'y a pas de rejet d'eau de process à l'extérieur du site. Après décantation dans un bassin de décantation étanche dédié, les eaux de process sont intégralement recyclées. Ce bassin fait l'objet d'un curage à la fin de chaque campagne d'exploitation. Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine direct ou indirect même après épuration ou dans le milieu naturel est interdit.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pas de rejet d'eau de process à l'extérieur du site. L'eau utilisée lors du sciage est aspirée et réutilisée intégralement.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ENTRETIEN ET STATIONNEMENT DES ENGINS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement
Prescription contrôlée : L'entretien des véhicules et autres engins mobiles s'effectuera en dehors du site. Le ravitaillement s'effectuera exclusivement sur des aires spécialement aménagées
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pas de maintenance des engins et véhicule sur site. Une entreprise extérieure réalise le ravitaillement en carburant. L'exploitant doit s'assurer que l'entreprise protège bien le sol lors du remplissage des réservoirs.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GESTION GENERALE DES DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 5.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets produits
Prescription contrôlée : Les déchets internes à l'établissement doivent être collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé. Toute disposition doit être prise permettant de limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation économiquement possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées. Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisés conformément aux dispositions des titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Quelles que soient les destinations des déchets internes, leur quantité en stock au sein de l'établissement ne doit en aucun cas dépasser la production d'un mois d'activité à allure usuelle des installations.
Constats : L'exploitant indique que l'activité ne produit pas de déchets. Les terres de découverte seront réutilisées pour réaménager le site. Il explique que les morceaux de blocs trop petits pour être utilisables directement sont broyés par une entreprise spécialisée lors d'une campagne de concassage d'environ 1 mois tous les 2 ans. Une partie de la roche non utilisées sert aussi à combler le fond de la carrière, à proximité du front originel, non exploité.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : LIMITATION DES IMPACTS PAYSAGERS PENDANT L'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 8.2.1
Thème(s) : Autre, Merlon
Prescription contrôlée : Le merlon envisagé en protection visuelle de la carrière fera l'objet d'un amendement paysager dès l'ouverture de celle-ci et au plus tard à l'automne suivant. Le développement dans le temps des travaux d'exploitation et simultanément des travaux de remise en état paysagère est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état prévu dans le dossier de demande. Les phases successives d'exploitation et de réhabilitation doivent être conduites de façon à : limiter à tout moment l'étendue et l'impact sur l'environnement, notamment du point de vue paysager ; permettre la mise au point de la méthode optimale de réhabilitation (choix de matériaux, essences végétales, sols, ..). L'importance des extractions, des aires à impact visuel important, doit rester limitée en toutes circonstances aux valeurs définies dans les plans prévisionnels d'exploita
Constats : La carrière n'est pas visible depuis la route ni depuis le chemin d'accès. Le décapage se fait sur une bande d'environ 10 m lors de chaque campagne. La réhabilitation du site se fera lors de la fin d'exploitation de la carrière.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : STOCKAGE DE MATÉRIAUX DIVERS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 8.2.1.1.
Thème(s) : Autre, hauteur de stockages de matériaux
Prescription contrôlée : Les stockages de matériaux seront mis en place sur les emplacements prévus. Leur hauteur ne dépassera pas 3 m.
Constats : Il n'y a pas de stockage de matériaux sur site. Les blocs extraits sont transportés hors du site durant chaque campagne d'extraction. Il n'y a pas de stockage en hauteur ni d'empilage de blocs.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TECHNIQUE DE DÉCAPAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2011, article ARTICLE 8.2.1.3
Thème(s) : Autre, Période de décapage
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé en dehors des périodes estivales de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.
Constats : Le décapage est réalisé durant les 2 campagnes annuelles : entre mars et avril puis entre octobre et novembre. L'exploitant indique que la terre est conservée afin de permettre la remise en état des lieux.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet